L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 1er NOVEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET.
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 1ER NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co, dans leurs salles d'encan aux Nos 61 et 63 de la rue Decatur (ancienne rue Vieille-Levée) :—Bottes, souliers et brodequins.

Par D. E. Morphy, au coin des rues Peydras et Magazine,—Jambons ;—Et au No. 61 rue des Magasins, Jambons, Bacon et Morue.

Par D. E. Morphy.—Pommes de terre.

SPECTACLES.

Samedi, 1er Novembre 1873.

ACADEMIE. — A midi, Hazard et Sarah's Young Man.—Le soir, Uncle Tom's Cabin.

Le Bureau national de Commerce et la voie du Mississippi.

La grande question pour nous, après celle des élections, dont le Congrès devra s'occuper à l'ouverture même de la session, est celle des transports de l'Ouest au littoral Atlantique :—nous disons le littoral Atlantique, parce qu'on préfère naturellement les lignes droites, qui sont plus courtes et qui devraient être les plus économiques. C'est dans ce sens que l'ont compris les membres du Bureau national de Commerce, assemblés à Chicago pour délibérer sur les besoins généraux de l'industrie et du commerce. Le sujet principal a été, comme on le pense bien, l'intérêt des producteurs de l'Ouest, qui sont aux mêmes Etats de l'Est ce que les Etats du Sud sont encore pour eux, c'est-à-dire des Etats nourriciers qui fournissent, d'un côté, les grains et les comestibles, et, de l'autre, les matières qui entretiennent le commerce européen et qui au besoin le payent, ce qu'on voit souvent et même chaque année.

Ainsi on a discuté beaucoup sur des routes par eau pour le transport des céréales, mais la plupart des membres ont entendu par ces mots non la grande voie du Mississippi qui est toute faite et qui en tout temps offre des moyens de transports rapides et économiques, mais des canaux ou voies d'eau artificielles allant de l'Ouest à la côte de l'Atlantique. C'est clair ; chaque Etat de l'Est veut être un point de transit pour les céréales destinées aux marchés européens. La Virginie veut avoir son canal, le Maryland et la Pennsylvanie veulent avoir leurs canaux et leurs chemins de fer, et New-York et le Massachusetts prétendent aussi, le premier à conserver ce qu'il a déjà, et l'autre à obtenir ce qu'il n'a pas encore. Tous ces Etats ont pour eux l'avantage de la ligne droite ou de la ligne la plus courte, mais cela ne veut pas dire qu'ils ont déjà ou qu'ils peuvent avoir la ligne la plus économique. Or, c'est ce qu'on cherche et ce que les Etats de l'Ouest demandent avec une puissance irrésistible parce qu'ils pourront quand ils voudront par eux et par leurs alliés l'obtenir révolutionnairement en cas de refus absolu.

Les fermiers de l'Ouest disent : Vos compagnies de chemins de fer nous pressurent et nous enlèvent tout le fruit de nos labeurs par des tarifs arbitraires. Vos compagnies établissent en outre pour défendre leurs tarifs des comptes frauduleux. Elles ont des masses de capitaux fictifs qu'elles réunissent à la masse des capitaux réellement dépensés dans la construction des voies ferrées, et elles veulent retirer et retirent en effet de ces capitaux fictifs un intérêt égal à celui des capitaux réels. C'est là un mensonge industriel, dont nous, fermiers, nous avons fait jusqu'ici tous les frais, mais dont nous ne voulons plus supporter les charges et les frauduleuses conséquences. Il faut que ces capitaux fictifs disparaissent de la base sur laquelle les tarifs ont été établis ; il faut encore que de cette base soient déduites toutes les fausses dépenses provenant d'organisations vicieuses, de fraudes ou de vols dans l'exécution des lignes, et qu'il ne soit plus compté désormais dans les frais de construction, d'établissement et d'organisation que les capitaux jugés indispensables ou strictement nécessaires. Quand ces déductions seront faites, nous verrons si le résultat nous convient, car nous ne prenons aucun engagement d'avance.

Les fermiers en parlant ainsi ont mille raisons au lieu d'une, car ils ont la puissance qui est la première raison et qui les vaut toutes. Mais si nous mettons de côté l'argument de la puissance nous en trouvons un autre qui a bien son prix et dont on ne saurait nier la force. Il y a aux Etats-Unis 59,000 milles de chemins de fer dont la construction a coûté deux milliards 500 millions de piastres, ce qui fait un peu moins de 44,000 piastres par mille. Mais ce nombre ne comprend non seulement les frais actuels pour la construction de ce qui manque, mais encore l'augmentation artificielle du capital et les émissions additionnelles de bons pour faire un dividende de déposilles parmi les directeurs, les gérants et les tripoteurs des Bourses.— On ne porte pas à moins d'un demi-milliard cette addition fictive de capitaux ou à 20 pour cent du capital primitif ou du coût nominal.

Cette estimation, néanmoins, est regardée comme très basse, car les frais de construction et d'établissement ou d'équipement ont été, dans la plupart des cas, évalués infiniment au dessus du coût réel, les entrepreneurs ayant colludé avec les directeurs des compagnies en ayant pris des arrangements avec eux pour partager le profit de ces surcharges au détriment des actionnaires et du public. Les noms ne doutons pas que le coût réel des lignes n'atteigne beaucoup au dessous du capital nominal. Ces entreprises de chemins de fer ont mis à de rudes épreuves la moralité des industriels américains et nous ne voudrions pas parier qu'une seule ait été à l'abri de la corruption qu'elles engendraient à la faveur d'une impunité constante. Qui sait ce qu'il faudrait réduire de ce capital estimé de deux milliards 500 millions de piastres ou de 44,000 piastres par mille de chemin de fer à une voie, si les constructions eussent été contrôlées par des directions honnêtes et scrupuleuses. Il est grandement probable qu'il faudrait réduire de moitié ce capital, ce qui ne ferait porter l'intérêt que sur un milliard deux ou on trois cents milliens. Mais comment espérer que des entreprises de ce genre se feront aussi économiquement qu'un chemin vicinal entre deux ou trois planteurs de comté ou de paroisse ?

Nous croyons donc que sur ce chapitre les fermiers n'obtiendront rien que des promesses sans réalité et sans effet. Il arrivera que les chemins de fer gagnant en passagers ce qu'ils pouvant s'exposer à perdre en fret, ne rabattront rien de leurs tarifs, rien de vraiment appréciable, veulons-nous dire, et les producteurs de l'Ouest seront tôt ou tard obligés de chercher ailleurs le transport à bon marché qui leur fait essentiellement besoin. Si le moyen ne peut être fourni par les chemins de fer il ne [illegible] pas tour-ni non plus par les canaux qui ne sont pas construites et n'existent pas, et dont la navigation causerait des délais interminables. Ces délais ne conviendront jamais pour le transport des céréales qui, dans les cas de disette en Europe, demandent à être livrées promptement à leur destination. Cette voie d'eau entre l'Ouest et le littoral atlantique serait donc la plus longue de toutes et ne pourrait par conséquent être la moins coûteuse. Il en est une autre qui, est préférable à toutes mais que le Bureau national de commerce n'a pas voulu aborder, c'est la voie fluviale par le Mississippi, A l'exception de M. Barrwell, de la Louisiane, nous ne voyons que M. Bonner, de St-Louis, qui ait avoué franchement que la ligne de l'Ouest à Liverpool par le Mississippi était la plus économique, mais il ne se refuse pas à favoriser toute autre voie. Pas un homme de Cincinnati ne s'est prononcé pour le Mississippi et le le comité du Sénat des Etats-Unis sur les transports, sans conférence avec tous ces hommes avant de venir ici. C'est un manvais signe.

Toutefois, ce comité a été en rapport avec le comité de la Bourse des Négociants à St-Louis, qui lui a communiqué des documents en ne peut plus favorables à la voie du Mississippi, et qui s'est prononcé énergiquement pour le canal du fort St-Philippe et pour tout ce qui serait de nature à améliorer cette grande navigation fluviale, préférable à toute autre voie pour le transport des produits de l'Ouest en Europe. Nous croyons que cette opinion, fondée sur des faits irréconcilables, et qui a pour elle la puissance de l'actualité, prévaudra sur toutes les intrigues et sur toutes les manœuvres de section ou de parti.

L'Association Nationale de Banque de la Nouvelle-Orléans.

L'assemblée des actionnaires et des déposants de cette banque a été fort nombreuse. M. Fergus Fauilier a lu, comme président de la réunion, l'état de situation de la banque, du quel il résulte que le passif séléve un tout à $1,134,695 66 et l'actif à $2,134,897 60, ce qui laisse une balance de $999,219 12.

A propos de la réclamation des deux millions de la banque contre le gouvernement des Etats-Unis, M. Faulkner a dit qu'elle était entre les mains de M. Taylor, de Washington, qui a donné l'assurance que cette réclamation serait réglée dans le courant de l'hiver et à l'avantage de la banque.

D'après cela, et en supposant une liquidation promptement et convenablement faite par les hommes qui y ont intérêt il resterait une somme d'environ $900,000 pour les actionnaires, en comprenant dans cette balance toute sorte de papiers. M. Faulkner pense qu'on pourrait conserver un tiers du capital social, et c'est à cela qu'il faut travailler d'abord pour sauver les efféanciers, ensuite pour sauver les actionnaires et les protéger le plus possible.

M. E. S. Wurzberger a dit que les actionnaires et les déposants n'avaient qu'un désir, c'était d'opérer eux-mêmes la liquidation de la banque. Il faut donc la sortir des mains du recoveur nommé par le contrôleur de la circulation. Dans ce but, il propose d'envoyer à Washington un comité, chargé de faire entendre raison au contrôleur, en lui représentant l'illégalité de la nomination.

Le gouverneur M. Hahn, qui représentait un de ses amis ayant 200 actions, a répondu qu'il fallait supposer que le contrôleur comprenait la loi en vertu de laquelle il avait agi. Il ignore quant à lui si la nomination est illégale ou non. Quant à M. Cockrem, il n'est ni résident ni négociant, ni actionnaire dans aucune banque ou institution de ce genre à la Nouvelle-Orléans. En conséquence, il ne regarde pas sa nomination comme convenable.

M. Aldigé a fait un rapport verbal sur son entrevue avec le contrôleur Knox qui lui a donné l'assurance qu'il laisserait la liquidation aux actionnaires si les deux tiers le désiraient. M. Aldigé ayant fourni cette preuve, demanda à M. Knox s'il pouvait télégraphier à la Nlle-Orléans, que cette affaire était réglée ainsi. Il lui répondu affirmativement et il a été fort étonné d'apprendre à son retour qu'un receveur avait été nommé.

M. Hahn reprenant la parole a dit qu'il fallait s'adresser d'abord au contrôleur, ensuite au secrétaire du trésor, et en dernier lieu au président. En conséquence, une résolution est passée à cet effet et un comité de cinq membres est nommé, dont font partie MM. E. S. Wurzburger, Geo. W. Lee, J. L. Gastit r pour les actionnaires et MM. William Mahle et St. Landreaux ainsi pour les déposants. Le comité des dépenses se compose de MM. N. R. Pepin, Peter Kloppman et N. A. Llambias.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — La représentation d'hier soir, comme nous l'avions annoncé, a été donnée au bénéfice d'une actrice de la troupe régulière, Mlle Alice Harrison.

Cette excellente actrice, dès son début à la Nouvelle-Orléans, s'est acquis une popularité qui, depuis lors, n'a fait qu'accroître ; et l'ovation brillante dont elle a été l'objet, hier soir, prouve qu'elle a su gagner la faveur du public.

La bénéficiaire, et tous les artistes qui lui ont si généreusement offert leur concours, ont joué avec beaucoup d'entrain et ont été vivement applaudis.

Les deux dernières représentations de *Hasard* auront lieu aujourd'hui, dont une en matinée. Ceux qui n'ont pas encore entendu M. Frank Hussey et Mlle Blanche Clifton devront profiter de ces deux dernières occasions qui leur sont offertes.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE BIENFAISANCE.— Cette Société fera, selon l'usage, aujourd'hui, jour de la Toussaint, au pied du tombeau de l'Association, une quête au profit des orphelins du Troisième District. Puisse-t-elle être abondante et répondre aux intentions charitables de MM. les sociétaires.

ASSOCIATION PORTUGAISE-LUSITANIENNE DE BIENFAISANCE.—Le président de cette Association, M. Jose Barracuços, nous prie d'annoncer que les sociétaires feront, comme de coutume, aujourd'hui, jour de la Toussaint, au pied de leur tombeau, une quête au profit de l'Asile des Orphelins de Ste-Marie, Troisième District. Nos hospices sont tous dans la dénuement, et nous espérons que les offrandes afflueront aux différentes tables des cimetières.

FOULE ! TOUJOURS FOULE !! — Les soutiers étant un article de première nécessité, il faut les acheter très bon marché ; pour cela il faut aller au Magasin Bleu, coin Orléans et Claiborne, où il y a toujours foule. Pourquoi ? $

POUR LA HAVANE ROUGE. — Le bateau à vapeur "la Belle," qui avait suspendu son service à cause de la panique et de la rareté du fret, a repris ses deux voyages réguliers par semaine, partant tous les mercredis et samedis, à 5 heures du soir, pour le Red River landing, Hog Point, Bayou Sarah, Port Hudson, Bâton-Rouge et tous les points intermédiaires. Il est commandé par le capitaine A. Dugas, dont tous les voyageurs de la côte connaissent l'habileté. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à J. E. Carlin, agent, rue Eelta No. 5.

BIÈRE, CHAMPAGNE ET ARTICLES ALIMENTAIRES. — Nous appelons l'attention des consommateurs sur l'annonce de la maison J. B. Solari & Fils, rue Royale 45, qui a reçu et a à vendre de l'ale de Bass & Cie., du champagne de Roederer, du lait condensé suisse, de la gélatine de Cox, du fromage de Roquefort et mainte autres articles alimentaires fort estimés.

—Le Hall Vegetable Sicilian Hair Renewer (le Rénovateur de la chevelure) est approuvé par les premières autorités médicales. Il doit à son mérite seul d'être devenu d'un usage général.

AU MAGASIN BLEU, coin Orléans et Claiborne, on vous offre une paire de souliers à si bon marché, que vous ne vous être laissé tenter, par les couleurs de certains boutiquiers. A l'avenir n'achetez qu'à ce fameux établissement nommé Magasin Bien.

Comment on se fait une clientèle permanente.—Si vous ne vous êtes jamais servi de SAPOLIO, dès que vous irez chez votre épicier, dites lui que vous en voulez une brique ; celle-ci ne vous coûtera que dix cents. Revenez chez vous, parcourez la maison et examinez que vous trouverez une tache dans la peinture, les meubles, les tapis, &c.,—que cette tache soit de la boue, de la graisse, du goudron ou toute autre chose serez-vous du Sapolio de la manière qui vous est indiquée ; puis ramassez les objets en ferblanc et en cuivre, les cristaux, les fourchettes, les chandelles, nettoyez-les, faites-les reluire. Lorsque vous aurez fait tout cela une seule fois, les fils d'Enoch Morgan seront positivement de leur Sapolio a une autre administrée que ne l'abandonnera jamais.

Nov6—tf,v&c.

TEMPERATURE. —31 Octobre 1873.
Thermomètre de C. DURAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades
6 A. M.	69	9
12 M.	72	22
3 P. M.	76	24
6 P. M.	71	21

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LA FETE DE LA TOUSSAINT.

L'Eglise célèbre, aujourd'hui, la fête des Saints.

Demain, elle priera pour le repos des âmes des trépassés.

En rapprochant ainsi ces deux fêtes, l'une d'hommage, l'autre de deuil, il semble que le Catholicisme ait voulu directement placer sous la protection de ceux qu'elle révère comme saints, le repos éternel des morts.

Les idées vraiment religieuses trouveront toujours un écho profond dans la conscience humaine. C'est ainsi que le culte des morts a été et sera toujours chez toutes les races d'hommes, et dans tous les âges.

A mesure que l'humanité avance sur le chemin que la main de Dieu lui a tracé, elle se lève et se dégage des pratiques obscures qui ne parlent ni à son intelligence, ni à son cœur. Mais les traditions dont le sens apparaît clairement à l'esprit de l'homme, et qui répondent aux instincts de sa nature morale, celles-là se fortifient chaque jour.

Sur les tombes des morts, l'âme se recueille, elle écoute ses voix secrètes, elle s'interroge ; et souvent agitée par le doute, elle se rend justice à elle-même en reconnaissant la nécessité d'une foi. Rien de plus vrai, de plus sincère que cette émotion profonde à laquelle ne sauraient échapper les esprits les plus forts, les plus sûrs d'eux-mêmes.

Le souvenir des êtres que l'on a aimés, et dont les restes froids nous séparés de nous par quelques pelletées de terre ou le marbre d'un mausolée, pour nous arracher des larmes, mais cette grande émotion qui serre nos cœurs et agite nos âmes, devant la tombe, prend naissance dans un autre sentiment.

C'est vrai que la mort détruise seulement ce qui est périssable, et laisse subsister la meilleure partie de nous-mêmes ; il est dans ce monde inconnu, et dont les portes ne se sont point fermées, des joies et des douleurs, des récompenses et des châtiments, les prières que l'Eglise dira, demain, pour le repos des trépassés, doivent consoler nos âmes.

En aucun pays, la mémoire des morts n'est plus honorée que dans le nôtre et l'on ne professe pour elle une plus sincère piété.

Aujourd'hui, les cimetières seront visités par toute la population de la ville, les tombes seront jonchées de fleurs, et respectant les douleurs intimes, la foule passera grave et recueillie. Mais s'il est une tombe isolée, où nul ne s'arrête, qu'aucune main pieuse n'ait ornée des fleurs d'automne, l'Eglise n'oubliera pas dans ses prières celui qui repose loin des siens.

Nous rappelons aux personnes charitables que les quêtes faites à la bienfaisance organiseront aujourd'hui des quêtes à l'entrée des cimetières, au profit des pauvres et des orphelins.

LES ÉLECTIONS POUR LES DÉLÉGUÉS A LA CONVENTION DU PEUPLE.

Le Comité des Soixante-dix a décidé que les élections pour les délégués à la Convention du Peuple auraient lieu, lundi prochain, dans les différents wards de la Paroisse d'Orléans.

Nous n'avons pas besoin de rappeler à nos lecteurs toute l'importance de ces élections ; — ils comprennent sans doute, comme nous, que le moment d'agir est venu.

C'est dans un mois que le Congrès fédéral se réunit à Washington, et nous devons être prêts, alors, à soumettre à son arbitrage la question de la Louisiane.

Que tous ceux qui sont opposés à l'usurpation Kellogg et qui ont à cœur la prospérité de notre Etat, fassent donc, lundi, leur devoir de citoyens, et prennent-ils à choisir, comme leurs représentants à la Convention du peuple, des hommes sérieusement honorables et de véritables patriotes.

Des bottes seront déposées lundi aux endroits ci-dessous désignés pour recevoir les votes des électeurs de la paroisse d'Orléans :

Premier ward—Marché Dryades.
Second ward — "Louisiana Hôtel" rue Tchoupitoulas, près Delord.
Troisième ward—Marché Claiborne.
Quatrième ward—No 205 rue du Canal.
Cinquième ward — Rotonde de l'Hôtel St-Louis.
Sixième ward—Coin Bayou et St-Claude.
Septième ward—No 26 rue des Français, entre Morgan et Victoire.
Huitième ward—Coin Marigny et Levée.
Neuvième ward—" Southern Club ", No 73, rue Louisa.
Dixième ward—" Upper City Hotel ".
Onzième ward, coin Septième et Magasins.
Douzième, treizième et quatorzième wards—Au marché, coin de la rue Napoléon et de la rue des Magasins.
Quinzième ward—Le marché d'Alger.

Dans chaque ward un meeting sera tenu, et des orateurs bien connus haranguront l'assemblée.

Les campagnes attendent le signal que va leur donner la Nouvelle-Orléans pour se mettre également à l'œuvre.

LE NOTOIRE PIERRE BERTIN ET DEUX AUTRES DANGEREUX COQUINS S'ÉCHAPPENT DE LA PRISON DE PAROISSE.

Hier matin, vers onze heures, Pierre Bertin, Gustave Bordelois et Frank Caro, trois pensionnaires de la prison de paroisse, ont réussi à s'évader et à prendre la clef des champs.

Ces trois hommes ont comme comme les plus hardis voleurs de la Nouvelle-Orléans et tous les trois ont commis nombre de délits pour mériter de finir leur vie accidentée entre ciel et terre.

La fuite de ces trois gaillards s'est effectuée dans des circonstances si extraordinaires que nous ne pouvons nous dispenser de donner à nos lecteurs les moindres détails de l'affaire.

Hier était le jour de réception pour les locataires de la prison de paroisse, le capitaine Frémaux permettant à ces pauvres hères de recevoir, une fois la semaine, la visite de leurs amis ou de leurs parents.

Trois femmes ont demandé à voir les sieurs Bertin, Bordelois et Caro, et ces trois personnages ont été conduits dans une salle basse, d'où il leur était possible de communiquer par un guichet avec leurs visiteuses. Un geôlier, debout devant la porte, les surveillait.

On voit d'ici la scène. Après quelques minutes d'une conversation plus ou moins animée, une des femmes a demandé au gardien de vouloir bien ouvrir la porte afin qu'elle pût tendre à Bordelois un paquet de linge, trop gros pour passer par le guichet. Le geôlier a consenti. Après quoi, il a, naïvement, ouvert la porte massive du cachot, en commandant à l'amie du voleur de glisser le dit paquet par la fente.

Prétiante de ce moment, Bordelois a saisi d'une main l'objet qu'on lui tendait, et passant à travers les barreaux son autre main dans laquelle il avait du pimentun poudre, il l'a appliquée sur les yeux du geôlier. Ce malheureux, à moitié aveuglé et rendu tout à fait fou par la douleur, a cessé, néanmoins, de tenir la porte fermée ; mais les trois bandits, ne prévoyant à la fois sur lui, l'ont renversé, en passant par les couloirs ont gagné la rue au pas de course.

Le porte-clefs, à peine revenu de sa surprise, s'est mis à leur poursuite et a réussi à atteindre Bordelois, au coin des rues Claiborne et Ste. Anne. Bertin et Caro n'ont pas été découverts encore, mais toute la police a été mise sur leurs traces, et il est probable qu'ils seront arrêtés avant demain.

Deux des femmes qui ont facilité la fuite des trois coquins, ont été arrêtées. Elles se nomment Annie Jones et Jennie Thompson.

Le nom du brave geôlier qui a été si maltraité par Bordelois, est Louis Madère. Notre reporter l'a vu à la prison de paroisse, avec une serviette mouillée sur les yeux.

Le pauvre diable souffre beaucoup, mais il a la consolation d'avoir rétabli dans son cachot, celui qui l'a accompagné de la sorte.

Bertin a été condamné à trois mois de prison et à cinq années de travaux forcés au Pénitencier de Baton-Rouge. Caro a été condamné à trois années de travaux forcés. Bordelois n'a pas encore été jugé.

ENCORE UN INCENDIE DANS LE TROISIÈME DISTRICT.

Hier, vers midi et demi, le feu s'est manifesté dans la tonnellerie située au No 118 de la rue Marigny, entre les rues Amour et Craps, appartenant à John Flemming. La bâtisse a brûlé comme une allumette et les flammes ont gagné la maison voisine, appartenant à Thos. Quither, au No 120 de la même rue, qui a été considérablement endommagée.

La maison située au No 116, appartenant à un homme de couleur nommé M. Fleming, a été ensuite partiellement détruite, ainsi qu'une cuisine et une écurie, au No 675 de la rue Craps, appartenant à F. Adams, locataire du rez-de-chaussée.

La tonnellerie de Frank Fleming était évaluée à $1200, et les pertes sont couvertes par une assurance à la compagnie des Marchands.

Les dégâts dans la maison de M. Thos. Quitter sont évalués à $400 et sont couverts par une assurance dans la même compagnie.

Les pertes de M. Flemming sont évaluées à $400 et celles de M. Frank Michinard à $800. Elles sont couvertes par une assurance.

Pendant l'incendie, on a arrêté un jeune voleur de dix-huit printemps, répondant au nom de John Deegan, qui a été pris en flagrant délit, dans l'exercice de son estimable profession.

PROCÈS SOCHA & CO.

Le propriétaire de l'ex-Palais de Cristal et ses deux complices, John Hasbellin et Colman Socha, ont fait leur apparition, à dix heures, hier matin, dans la salle de la Cour criminelle.

M. Field, le second avocat-général de l'Etat, a déclaré qu'il était prêt à commencer le procès et a demandé que l'on composât le jury sans retard.

Les avocats avoués de la défense n'ayant fait aucune objection, le juge Abell a ordonné au shérif de faire l'appel du jury. Vers trois heures de l'après-midi, dix de ces infortunés mortels avaient été acceptés, quand la Cour s'est ajournée.

En attendant qu'on leur trouve dent autres compagnons, les dix artisans de la destinée de Socha ont été mis sous les verrous.

Les amis de Socha gyant fait disparaître Keith, M. Field s'est plaint au juge et a déclaré qu'il mettrait tout en œuvre pour faire convaincre les accusés.

Séance tenante, on a interrogé sur le compte de ces gens, mais on n'a tiré à de singulières révélations.

FRANCE.

Les nouvelles suivantes sont extraites des journaux de Paris du 16 octobre :

MM. Thiers et Gambetta ont donné l'ordre aux journaux qui leur sont respectivement dévoués avec lesquels de ne pas se réjouir trop haut de la victoire du radicalisme électoral. Il ne faut s'effrayer personne, a-t-on dit. Si l'on chantait trop triomphalement le *Glorig*, on risquerait de perdre quelques membres du parties gauche modéré, qui se verraient déjà jouée et condamnée.

Nous croyons savoir que M. Thiers, dans son discours de rentrée doit revenir hautement le radicalisme dans son esprit. Gambetta lui-même sera en partie sacrifié ostensiblement. Cette tactique est arrêtée et acceptée par les radicaux eux-mêmes. C'est là le grand argument de M. Thiers pour enlever le vote de l'Assemblée et se concilier de nouveau les sympathies des conservateurs qui l'ont abandonné sur ses notes. (*Patrie.*)

On cite un mot de M. Thiers à propos de l'élection de M. de Rémusat. Lorsqu'on lui apprit l'immense majorité obtenue par celui que son ancien patronage n'avait pu faire élire, il s'écria : " C'est la victoire de la démocratie sur l'aristocratie ! Ils en verront bien d'autres ! "

Est-ce une prédiction, est-ce une menace ?

—Pour terminer, voici une amusante appréciation, par le *Moniteur*, de l'influence de M. Thiers sur les affaires et sur la France :

M. Thiers a offert sa démission de président de la République le 24 mai dernier. Admettût que les représentants de la nation l'eurent acceptée, la rente commença à monter. La rente a monté depuis lors de 7 francs.

M. Thiers avant écrit sa lettre au maire de Nancy, la rente commença à baisser, et dans un journal dévoué à M. Thiers on constata d'un air de triomphe qu'enfin la lettre inédite était venue couper court à la hausse.

Aujourd'hui un ami de M. Thiers et trois de ses collègueinaires politiques étant dine députés, la rente continue à baisser.

Décidément la rente et M. Thiers sont brouillés à mort.

Cela nous paraîtrait fort gai..... chez une nation voisine et ennemie. Mais chez nous, cela est bien triste !

Nous lisons dans *l'ara-Journal* :

On sait que douze sièges sont encore vacants à l'Assemblée nationale. Celui de M. Rancé fait le troisième, depuis sa confirmation.

Il nous revient, d'après un bruit répandu tantôt en nous assurant que le gouvernement songe à convoquer les électeurs pour pourvoir à ces douze vacances le dimanche 16 novembre.

Le décret de convocation devrait précéder de vingt jours l'ouverture du scrutin, on voit que son apparition au *Journal officiel* devrait être fort prochaine.

—Le comité d'artillerie vient, paraît il, de recevoir le modèle d'une nouvelle invention qui, si elle réussit, est appelée à faire toute une révolution. Il s'agit d'une mitrailleuse locomobile remplissant les mêmes pièces, et organisée de façon à rouler aussi bien au pas de montagne qu'en pays de plaine. Cette machine est mise à un tirage de 1 mètre à l'abri des projectiles ; elle contiendrait le calcul, qui serait ainsi supprimé. Il est inutile d'énumérer tous les avantages qui résulteraient d'une telle invention.

On assure que les premiers essais ont donné des résultats satisfaisants, et qu'on doit les continuer à Tarbes.

Un enlèvement en Russie :

Le tribunal militaire de Moscou aura bientôt à juger un drôle de pis que pendre. Il s'agit d'un officier qui, se trouvant dans sa propriété du gouvernement de Toula, a enlevé la femme d'un propriétaire du voisinage. Celle-ci, enlevant ouvertement du domicile conjugal, a été rejointe par son amant, qui, ayant appris le départ du couple, envoya à sa poursuite une troupe de cinquante paysans, qui atteignirent le ravisseur à peu de distance de son bien à lui. Or, dans les environs se trouvait en détachement de soldats commandé par l'officier en question, qui, dans le gouvernement de Toula afin d'acheter des chevaux pour son régiment. Les paysans, ayant envoyé chercher ses hommes, et bientôt les cavaliers armés accoururent le délivrer. Une lutte s'ensuivit et l'élément militaire fut vainqueur. Les fugitifs ont pu regagner paisiblement le refuge librement dans la propriété du premier.

Le mari outragé a porté plainte à qui de droit, et, en effet, une enquête s'effectue et conduite devant le tribunal militaire, dont il est justiciable.

—Le préfet du Rhône vient d'ordonner la fermeture du second cercle de Lyon, le *Cercle fraternel*, qui, dit-il, *considérant* de l'arrêté préfectoral, a été transformé en lieu de consommation de boissons et de réunions publiques.

—A son audience de samedi dernier, le tribunal correctionnel de Chambéry a statué sur la plainte en diffamation portée par les administrateurs de la congrégation de Saint-François-de-Sales, contre le gérant du *Patriote savoisien*.

M. Ménard a été condamné par défaut en 500 fr. d'amende, 1,000 fr. de dommages et à l'insertion du jugement dans trois journaux.

A la même audience, eut eu lieu les débats sur l'action en diffamation intentée contre le *Courrier des Alpes*, par les deux frères Delescluze, gérants et propriétaires du *Journal de la Savoie*, *Gazette du Peuple*. Les demandeurs conclusaient en 20,000 fr. de dommages ; ils ont été déboutés et condamnés aux dépens.

—La police française vient d'arrêter près de Gex trois individus, réfugiés de la Commune, qui avaient franchi la frontière suisse dans l'espoir de se diriger sur notre ville.

L'un d'eux, le nommé Morel, attaché autrefois à la personne de Delescluze, a été trouvé porteur d'une ladresse aux républicains français, leur annonçant que le moment de combattre pour la sainte cause du peuple était venu, et que l'armée ne tiendrait pas sur ses lignes.

—On croit généralement que les élections pour le remplacement de députés morts ou démissionnaires dans les départements de l'Aube, la Seine-Inférieure, l'Ande et le Finistère, seront fixées au 9 ou au 16 novembre.

M. Chesnelong, appelé à Salzbourg par un télégramme de M. Lucien Brun, a confié hier avec le comte de Chambord. On assure que les pourparlers n'auraient pas encore hier terminés, et que le résultat n'en pas connu. Cependant on annonce officiellement à la minorité des conservateurs qui doit être tenue cet

Rome, 15 octobre.

La nouvelle donnée par la *Gazzetta d'Italia*, relative à l'intimation qui aurait été faite aux Jésuites d'évacuer leurs couvents, est prématurée. Aucune décision n'a encore été prise.

Vienne, 15 octobre.

Les pourparlers qui ont lieu à Salzbourg entre le comte de Chambord et les délégués des fractions monarchiques de l'Assemblée, ne sont pas encore terminés. M. Chesnelong n'est arrivé qu'hier à Salzbourg. Il a conféré dans la journée avec le comte de Chambord.

A.·. L.·. G.·. D.·. G.·. A.·. D.·. L'U.·.

Grande Loge d'Orléans.

DEUXIEME CONVOCATION.

Le Suprême Conseil du Rite A.·. A.·. Ecossais, pour l'Union de la Louisiane de Hiram, LUNDI, 3 novembre 1873, un service funèbre à la mémoire de nos Frères défunts.

Tous les Maçons ainsi que les parents et les amis de nos Frères défunts sont invités à se réunir au susdit lieu à 8 heures du soir, dans le local ordinaire des Conseils, rue St-Pierre et St-Claude, coin de Bourbon.

Par ordre du Suprême Conseil,
HENRY KELLY, Sérm.
1t oct—2t

Avis Spécial.

LE paquebot régulier LA BELLE, capitaine A. Dugas, partira pour la *petite Empérade* lundi prochain, 3 courant, avec voyageurs réguliers et marchandises. Pour fret ou passage, s'adresser à bord ou à J. E. CARLIN, agent, rue Eelta No. 5.

Avis.

LE Bureau de Recenseur de NEW ORLEANS NATIONAL BANKING ASSOCIATION a été transféré au premier bâtisse de la rue A. Magne, immédiatement en face de la *petite Empérade*.

JOHN COCKREM, Recevreur.
Nlle-Orléans, 31 octobre 1873. 1er nov—2

Décédé hier matin, à cet heure, à l'âge de cette ans, ROSALIE FEYRE, native de Nouvelle-Orléans. Elle a laissé ses trois enfants, Mme Fitzpatrick, Mlle Rose A. Feyre et M. Alexandre Feyre, dans la désolation et à Wallace, sont respectueusement priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à deux heures de l'après-midi. Le convoi partira de la résidence de ses parents, rue Bourgogne, No 120, entre Dauphine et St. Philippe.

Décédé hier matin, à onze heures et demie, à l'âge de vingt jours, DENIS, fils de Gabriel Fortenberry et d'Adelaïde Lamaux. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu ce matin, à neuf heures précises. Le convoi partira de la résidence de ses parents, rue Bourgogne, No 120, entre Dauphine et St. Philippe.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance mutuelle de la Nlle-Orléans.—Décédé le 31 octobre 1873, le sociétaire PAULIN FOUNTAIN, âgé de 42 ans, natif de Pauyenlieu, canton de Tréz, Hautes-Pyrénées (France). Le corps est exposé rue Villeré No. 61, entre Conti et Bienville. Les membres sont priés d'assister aux funérailles, qui auront lieu aujourd'hui 1er novembre, à 3 heures de l'après-midi.

De la part de son épouse privée, ses frères Dominique Cortinde. AMÉDÉE PARIS,
Pour M. Bertrer, Secrétaire.

ENTREPOT DE TAPIS.
A. BROUSSEAU, propriétaire,
Offre, en Gros et en Détail,
TAPIS—Très riches, anglais et américains,
TOILES CIRÉES, à fleurs, unies, de table et de chambres.
NATTES—1000 rouleaux, Nattes blanches, à carreaux et rayures.
STORES, Lorraines, couverture de table et de lit.
RIDEAUX en dentelle et dentelle Mantelets, BROCATELLES, COTTELINES, tentures, CRIN, plumes, percales, &c., &c. 30oct—2tPP

ENTREPOT DE TAPIS
ET DE TOILES CIRÉES.
ELKIN & CO.,
168.....RUE DU CANAL.....168
RECOIVENT, en ce moment, de nouveaux genres de—
TAPIS anglais, Velours et Bruxelles ;
TAPIS très plis et Ingrain ;
TOILES Cirées de toutes largeurs ;
STORES, Corniches, &c., qu'ils offrent aux prix de New York.
15 sept—2mPP

MEUBLES FINS ET ORDINAIRES.
P. MALLARD,
52 et 54.....Rue Royale.....52 et 54
VIENT d'ouvrir à cet stock un bel assortiment de meubles ordinaires et fins, qu'il vend à des prix défiant toute concurrence. Ses prix sont connus depuis longtemps. Ses meubles sont faits par les meilleurs ouvriers. Ses magasins sont remplis de meubles de toutes sortes. Il invite ses amis et le public en général à venir examiner son assortiment avant d'acheter ailleurs, assuré qu'il est que ses prix et la qualité de ses meubles les engageront à lui donner la préférence. 1 oct—3m

Consulat de France.
AVIS MENSUEL.—NOVEMBRE 1873.

Sont invitées à se présenter à ce Consulat, pour affaires qui les intéressent, les personnes dont les noms suivent. Les amis ou connaissances sont priés d'informer ces personnes de cet appel.

Anglade Jn Bte	Laliberace Pierre
Adam Jn Bte	Lagneaux (les frères)
Antony B	Lafaury François
	Lacroix Anna
B	M
Brun Marcellin	Meigné Dominique
Bernard (Mme) née Gendt	Maître (le Docteur)
Bernabet, Mme Veuve Martin	Maillon François
Bleuze Pierre Antoine	Mercerat Xavier
	Motte Blanche (Mlle)
C	Matter Jeanne
Certade Jean	N
Cyrela Jn	Navarro B
D	O
Dupi-redu (la famille)	Offroy Pierre
Degouilly frères	P
Dabgla	Prévost Jn Mre Hubert
F	R
Fabre Elizabeth (Mme)	Ribert Marie et Charles
Fabre Antoine	Ramonbau (les enfants)
G	S
Guillaux Dominique	Ribadier (Mme) née Hoyer
Gautier (Mme) Vve Corbin Benjay	Sorry Louis
Guerra Jean dit Alexandre	Sorbet Jh Marie
H	Savvage de